

# **Une semaine d'actu en vrac : des sans-papiers à l'Iran abandonnée, et au référendum en Martinique !**

**La CGT prise en otage par les jusqu'au-  
boutistes de la lutte pour les sans-  
papiers. Un juste retour de bâton !**

Quelque 800 sans-papiers occupaient jour et nuit, depuis quatorze mois, la Bourse du travail à Paris, rue Charlot à Paris (3e). Mercredi, vers 12 h 30, alors que le gros des occupants était, comme chaque mercredi, parti manifester place du Châtelet pour réclamer une régularisation, une quarantaine de membre du service d'ordre de la CGT, « le visage masqué ou cagoulé », arborant des brassards orange, ont débarqué, armés de « bonbonnes de lacrymo », raconte Djibril Diaby, l'un des porte-parole des sans-papiers : « Ils ont profité du fait que nous étions peu nombreux. Dès qu'ils sont entrés, ils ont gazé tout le monde. Il a fallu sortir. »

Alertée par des voisins, témoins de la scène et craignant que la situation ne dégénère en altercations, la police est arrivée une dizaine de minutes plus tard, mais sans entrer dans le bâtiment. N'ayant pas de réquisition de la Mairie de Paris, propriétaire, elle a pris en main l'évacuation. « Nous avons demandé à pouvoir quand même récupérer nos affaires », relève Djibril Diaby.

La police, qui a interpellé des membres du commando CGT, les a remis en liberté. « Après avoir tout tenté par le dialogue, les syndicats CGT ont décidé de mettre fin à cette occupation qui était devenue au fil des jours un squat », justifiait, dans un communiqué diffusé mercredi en fin d'après midi,

Patrick Picard, secrétaire général de l'Union départementale de Paris. Il a déploré que « toutes les propositions pourtant très constructives et d'ordre pratique ont été refusées », alors que la CGT est « en première ligne pour la régularisation des travailleurs sans-papiers ».

## **Un mouvement des sans-papiers qui n'a plus de limites : trop c'est trop, la CGT a craqué !**

Si la CGT a réagi, c'est que trop c'est trop ! Le soutien inconditionnel de certaines associations aux sans-papiers a encouragé un véritable système qui explose aujourd'hui au grand jour. Un système dont profitent de nombreux immigrés qui n'ont de but que d'obtenir des papiers dans la plus grande ignorance, voire parfois le mépris des lois et des droits de notre pays, sans même parler des devoirs qui vont avec ! Ils en viennent à brûler en place publique la CGT, à contre sens de l'histoire, qui ne pouvait plus rester dans ce cas précis immobile.

Depuis le début de l'occupation, le syndicat entretient des relations tendues avec ces sans-papiers, pour la plupart des travailleurs isolés, employés dans le nettoyage ou la sécurité et rassemblés dans un collectif autonome, la Coordination des sans-papiers 75 (CSP 75), qui dit n'avoir jamais voulu se rapprocher de la CGT pour les demandes de régularisation. Des sans-papiers qui affirment que la CGT les a même menés en bateau.

«La CGT a pris en otage le mouvement. Nous, on prend en otage la bourse du travail!» Devant le bâtiment rue Charlot à Paris, Sissoko Anzoumane, responsable de la coordination 75 des sans-papiers s'emporte. A l'intérieur, des groupes de sans-papiers ont investi la cour, d'autres sont accoudés aux fenêtres. Ils chantent leurs revendications: «Nous sommes des travailleurs, nous sommes pas dangereux», «On veut des papiers et de la dignité».

## **800 régularisations sur 1000 demandes, ce n'était pas assez !**

La coordination 75, qui existe depuis une dizaine d'années, affirme avoir présenté 1000 dossiers pour des régularisations à la préfecture de Paris. «On avait tout fait comme la CGT. C'était des dossiers qui concernaient les travailleurs des 30 métiers en tension. Mais à la préfecture, on nous a dit qu'il fallait faire des présentations individuelles ou aller voir la CGT.» Et oui, la CGT est encore un puissant syndicat incontournable lorsqu'il est question d'action collective, qui s'en plaindrait, pas tous les sans-papiers qui grâce à ce syndicat ont obtenu gain de cause ! De là à accuser la CGT d'être à la solde du gouvernement il n'y a qu'un pas que les responsables des sans-papiers n'ont pas hésité à franchir sans vergogne.

Devant la foule, Sissoko Anzoumane, prend le microphone: «Nous allons faire passer le message aux médias du monde entier», crie t-il. «C'est un mouvement qui nous appartient.» A côté de lui, Dabo Mankama acquiesce. Pour lui, la CGT a signé un accord avec le ministère: «Le cabinet d'Hortefeux leur a dit ok pour 800 régularisations mais ils ont demandé, en contrepartie, de calmer le mouvement. La CGT ne s'occupe que des sans-papiers qui ont leur carte dans leur syndicat.»

Et dire que c'est la CGT qui a déposé les dossiers de ces demandeurs de papiers en préfecture ! 800 régularisations sur mille c'est encore trop peu pour eux. Ces individus qui se présentent comme des victimes n'ont rien de révolutionnaires, ce sont pour la plupart de simples immigrants économiques qui viennent s'installer en France parce qu'ici il y a un régime de droits qui n'a rien de comparable à d'autres pays, mais pas pour défendre ces droits, pour en profiter de façon individualiste, ce qu'ils disent d'ailleurs explicitement quant on les écoutes parler. Autrement dit, ce mouvement avaient finit par prendre en otage la CGT elle-même à travers cette occupation de la Bourse du travail, leur seul objectif

étant d'avoir des papiers, peut importe les moyens.

## **La DAL et RESF, des irresponsables et des intégristes antinationaux**

La pluparts n'ont rien des héros que RESF ou le DAL veulent nous présenter, ce sont des individualistes, rien de moins, rien de plus. Des associations se sont spécialisées dans le gauchisme le plus intégriste dans ce domaine, militant pour la régularisation de tous les sans-papiers autrement dit leur libre installation en France sans plus aucun contrôle ou choix politiques, complices par leur comportement d'un système de passeurs qui convoient en France dans un gigantesque trafic humain à coup de milliers et de milliers d'euros, de faux actes de naissances achetés à prix d'or et une histoire à raconter pour faire pleurer qui elle aussi vaut son prix, prenant notre pays en otage. La motivation de ces associations, la haine de l'idée de nation, la négation de toute idée d'appartenance à un pays qui est pourtant le leur, la France ! Un véritable système qui amène aujourd'hui même la CGT, qui pourtant n'est pas en reste sur la défense des immigrés sans-papiers, à réagir. Les vrais réfugiés politiques qui ont un sens à donner à leur venue en France défendent leur cause ailleurs, à l'OFFPRA, avec France terre d'Asile entre autres...

Il est certain que la CGT, faussement accusée et de façon assez perverse par ceux qu'elle n'a cessée d'aider depuis des années, au point de faire de la lutte pour les sans-papiers un véritable axe de son activité, est dépassée par ce phénomène aujourd'hui. Juste retour du bâton en quelque sorte, car elle a sa part de responsabilité dans la fuite en avant pour la régularisation qui prévaut aujourd'hui, DAL et Réseau éducation sans frontières à l'avant de ce mouvement où le gauchisme fait foi, qui se retourne comme c'était à prévoir contre ce syndicat qui est d'une toute autre tradition que celle antinationale que défendent ces associations.

Des responsables de la CGT arrivés dans cette confusion,

l'atmosphère devient de plus en plus tendue lorsqu'un sans-papiers lâche: «La CGT a trahi». Raymond Chauveau, l'un des leaders du syndicat, s'avance vers lui: «Qui ose dire cela en face de moi?» Dépassés par les événements, les syndiqués tentent de prendre la parole mais en sont empêchés par les huées. En aparté, Raymond Chauveau souffle: «Je comprend leur frustration énorme. Mais pendant ce temps là, Hortefeux et Sarkozy rigolent. On a eu quatre réunions pour leur expliquer la manière dont on fait les choses...»

## **Les sans-papiers rendent service au système qui casse les droits sociaux et la République**

La situation donne lieu à un véritable dialogue de sourds. Raymond Chauveau commence à expliquer les débuts de la sécurité sociale à un sans-papiers. «Comment les droits ont-ils avancé?» assène t-il. Un peu perdu, l'Africain hésite puis finit par répondre: «Moi, je veux juste des papiers». Et oui, il n'y a rien qui les intéresse d'autre, ils n'ont rien en commun en réalité avec ces CGTistes qui partagent la culture d'un syndicalisme révolutionnaire qui s'inscrit dans une lutte à visée collective, ceux-là s'en fichent royalement ! C'est cela que ces syndicalistes qui sont prêts à s'affronter parfois aux CRS pour défendre ces demandeurs de papiers découvrent. Il n'y a rien de révolutionnaire à mener un combat sans réserve pour la régularisation des sans-papiers, un combat qui n'a rien à voir avec un internationalisme de classe et qui s'affirme comme une incohérence politique majeure pour un syndicat comme la CGT.

Tout d'abord, parce que leur faire avoir des papiers ne contribue qu'à réaliser un but essentiel de la mondialisation qui est de casser les Etat-nations pour les mettre à genoux devant la libre concurrence du marché à laquelle ces immigrés qui sont prêts à tout pour avoir des papiers et pour travailler contribuent. Ils en sont même les principaux

pourvoyeurs derrière l'image d'Epinal de victime qu'on veut leur faire endosser et avec laquelle on nous culpabilise en voulant nous convaincre que ce qui se passe dans leur pays et les fait partir serait de notre faute, à nous, les « riches du Nord », où on amalgame les nababs et ceux qu'on exploite, foutaise ! D'autre part, nombre de ceux-là n'entendent rien aux droits dont ils veulent profiter, et qu'ils contribuent à saper par leur faible niveau d'exigence, car sans conscience révolutionnaire il n'y a que des individualistes et des profiteurs, et là, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Pire, à vouloir s'installer en France dans cet état d'esprit, nombreux parmi eux risquent de reproduire à travers leur famille la même mentalité individualiste loin des valeurs de la République, en revendiquant le droit à leur culture, polygamie en tête, à leur religion, cet islam qui nous pose tant de problème, et en refusant l'intégration. C'est exactement ce qui est pour une part déterminante dans le comportement de trop de jeunes des banlieues de ces familles nombreuses où on rejette la France et ses valeurs tout en lui demandant toujours plus, au nom de la lutte contre les discriminations et du droit à la différence. Ce qui contribue aussi à fracturer notre pays et son peuple en opposant à travers ces revendications au droit à la différence immigrés et Français... Une situation qui procure aux Sarkozy et consort, les arguments de la justification d'une politique de discrimination positive qui traite les problèmes par communautés religieuses ou ethniques, bloquant par cette division toute lutte commune contre les injustices sociales pour l'amélioration du sort de tous.

## **Un nouveau squat de Cachan, un système bien rodé**

Environ 150 sans-papiers, qui avaient été évacués, mercredi 24 juin, ont passé la nuit, installés sur le trottoir en face du bâtiment, sur leurs matelas posés à même le trottoir, entre le fatras de leurs vêtements et autres ustensiles de cuisine,

sous l'œil des gendarmes et CRS. « C'est le début d'un nouveau Cachan », a résumé Richard Moyon, membre du Réseau Education Sans Frontières, faisant référence au squat géant qui avait eu lieu en 2006 dans le Val-de-Marne.

On voit bien le genre de manipulation qui s'ébauche après la provocation de ce squat de la Bourse du travail prenant en otage la CGT, une nouvelle opération médiatique dont on entend faire que, la priorité soit donnée à ces sans-papiers comme pour le squat de Cachan, pour avoir des papiers mais aussi un logement et une prise en charge grandiose par les services sociaux chargés de régler le problème... Une honte, pendant que d'autres, y compris des compatriotes de ceux-là, mais eux en situation régulière, qui ont fait une demande de logement depuis cinq ou dix ans parce que mal logés, devront attendre, après avoir ici passé leur tour.

A proximité du squat, le maire PS du 3e arrondissement, Pierre Aidenbaum, était pendu à son téléphone. « Je n'ai pas de lieux pour les reloger », expliquait-il, désespéré... Pas d'inquiétude, de bons apôtres ne manqueront pas de leur trouver une solution, sans aucun doute sur le dos de la collectivité en se donnant une bonne conscience à peu de frais, tout en sapant un peu plus les bases de notre société.

## **Obama et l'Iran : de la lâcheté en politique ou la liberté d'un peuple qu'on laisse ensevelir !**

La crise iranienne a été l'occasion de révéler toutes les contradictions de l'administration américaine. Obama, pour condamner les violences en Iran, a appelé mollement « la république islamique » (un respect de son appellation dans ce contexte qui constitue une nuance significative en forme de concession au régime de Téhéran) à gouverner par le consensus et non par la force. Il faut dire que peu avant ces élections, il avait cru bon d'inviter ce « grand pays démocratique » à rentrer dans le concert des nations libres, comme si on

pouvait obtenir d'un régime dont les institutions sont assises sur une négation des libertés fondamentales et des droits de l'homme, par une diplomatie de concession, la moindre évolution.

Il y a ici un parfum de pacte de Munich qui en dit long sur le degré zéro d'exigence d'Obama en regard de ce qu'il est censé représenter, la voix des nations libres, démocratiques. Après le Bush boutefeux qui entendait gagner de nouvelles parts de l'influence de l'Amérique par les armes qui à jouer l'éléphant dans le magasin de porcelaine, nous voilà avec un nouveau président des USA qui lui est dans l'adage « courage fuyons ! », sorte d'expression d'une immaturité politique et d'une conception à la social-démocrate des relations internationales, qui gouverne sans autre valeur que celle du compromis permanent, jouant la perspective moyenne par défaut de convictions !

Lorsque l'opposition en Iran attendait un soutien sur le thème de la « liberté », Obama a répondu en appelant la République islamique à respecter « la justice », drôle de mot pour éviter l'autre qui aurait pu mettre le feu aux poudres et en recul le président iranien en pesant contre la répression, mais il n'en a rien été ! Une façon subtile selon les conseillers du président de soutenir les opposants, en renvoyant la République islamique selon ces bons apôtres, à une contradiction avec la justice divine qu'elle bafouerait en étouffant la voix des peuples. Un argument qui frise le ridicule et totalement hors sujet qui n'aide certainement pas les Iraniens en recherche de la liberté et qui ne peuvent la conquérir dans le cadre d'un régime soumis à la domination religieuse.

Obama s'est même permis dans ce contexte de dire quatre jours après le scrutin que « les différences entre Ahmadinedjad et son principal opposant Moussavi « n'étaient pas énormes », relativisant par là-même la chape de plomb du régime actuel, qu'on ne devrait pas cesser de désigner comme une des pires dictatures de la planète. Mais ce serait sans doute encore faire preuve ici de stigmatisation de l'islam et de non-



respect des différences...

Aux critiques des Républicains il répond en accusant ses détracteurs de vouloir exploiter « La situation en Iran contre l'administration Obama pour des raisons politiciennes » Une façon de refuser un débat aussi essentiel que celui qu'on aurait envi d'engager avec lui aussi sur le thème du voile, dont il a venté le caractère de liberté au Caire, dans un pays où les femmes sont pratiquement toutes concernées par l'excision dont il n'a pas soufflé mot ! Encore une fois, ce n'est pas en choisissant un président des Etats-Unis sur sa couleur ou sur son sexe qu'on changera la politique et qu'on se mettra à la hauteur des grands défis démocratiques de notre temps, en but au retour de la domination religieuse comme danger majeure pour la civilisation et l'universalité des libertés et des droits.

## **Sarkozy annonce un référendum en Martinique : un piège mortel pour les territoires de l'Outre-mer qui doit les éloigner de la République au nom de la reconnaissance identitaire**

Le chef de l'Etat a proposé de consulter les Martiniquais sur la question de l'autonomie. Un référendum pour sortir de la crise et honorer la mémoire du poète martiniquais Aimé Césaire inlassable promoteur de l'autonomie de son île natale... Dans le hall de l'aéroport de Fort-de-France, re-baptisé vendredi par le chef de l'État « Aimé Césaire-Martinique », Nicolas Sarkozy lâche la phrase qu'attendaient tous les élus : « J'ai l'intention de consulter les Martiniquais sur l'évolution institutionnelle de leur territoire, comme la Constitution m'y autorise. » Applau-dissements.

Avant lui, Serge Lechimy, député maire de Fort-de-France avait longuement préparé le terrain en invoquant la mémoire d'Aimé Césaire : « Ce fervent promoteur de l'autonomie est mort dans un pays privé de responsabilité sur sa destinée. »

Une énorme manipulation qui n'a pour but que de désolidariser cette entité de la République et de ses lois, de ses valeurs. Les potentats locaux de, tous bords se frottent déjà les mains, en toute complicité avec Sarkozy, en rêvant par ce dépassement de notre République, des libertés que pourra leur offrir l'autonomie qui préfigure l'indépendance. C'est la population de l'île qui paiera le prix fort de ces magouilles politiciennes qui n'intéressent que la classe politique, totalement coupée de la réalité et des gens, toutes couleurs confondues.

Quatre mois après la crise qui a paralysé l'île, le chef de l'État a donc tranché : les Martiniquais seront libres de choisir entre le statu quo, l'assemblée territoriale unique ou l'autonomie dont ils définiront eux-mêmes le degré d'importance. Sarkozy, qui n'a pas oublié que les Martiniquais ont repoussé, par référendum en 2003, le principe de la collectivité territoriale unique, estime aujourd'hui que les esprits ont « évolué ». Au moment où démarre en métropole le débat sur la réorganisation territoriale, le pari martiniquais pourrait avoir valeur de test national, on l'avait compris.

En réalité, derrière cette autonomie, c'est la même logique régionaliste que celle qui préside à la construction de l'Europe fédérale que l'on entend fabriquer, qui nie les nations et les États, à la faveur de superstructures supranationales au service unique de la concurrence, de la marchandisation, du marché sans contrainte, de la loi du plus riche qui est celle du plus fort, où le peuple perd toujours.

## **L'autonomie pour parachever la « Décolonisation des esprits » : un argument qui flatte l'intégrisme identitaire et prépare l'Outre-mer à une mise en retrait de la République**

Cette autonomie selon Sarkozy parachève « la décolonisation des esprits », une formule empruntée directement à Césaire. Il

suit ici sa politique de promotion des différences qui favorise l'éclatement de la République, sautant sur l'occasion de trouver après le mouvement de grève qui a secoué l'île, des points d'appui à ses projets, la gauche et les syndicats engouffrés dans ce mouvement qui servent des intérêts totalement contraires à ceux qui sont prétendument défendus, à avoir choisi la lutte pour la reconnaissance d'un droit à la différence au lieu de la lutte pour l'égalité sociale.

Le résultat sera à l'image des illusions semées, le chaos à plus ou moins long terme. La suppression des services publics sera une promenade de santé dans ce contexte sur cette île, en jouant sur le rejet de la République identifiée au grand méchant loup opprimant l'identité locale parce que prônant l'égalité de tous, préfigurant le même chemin dans autres territoires d'e l'Outre-mer. Une belle catastrophe qui est annoncée et qu'on présente comme un renouveau, alors qu'il ne s'agit que d'un repli sur le passé identitaire lorsqu'il faudrait se tourner ensemble vers l'avenir en se pensant, ici et là-bas, comme un seul peuple, ce dont on veut que nous fassions le deuil !

Le référendum, dont la date n'est pas arrêtée, devrait intervenir, selon un conseiller, « soit fin 2009, soit après les élections régionales de 2010 ». Radieux, Sarkozy a quitté la Martinique sous les applaudissements. Jeudi, lors d'une réunion sur les états généraux de l'Outre-mer à l'aéroport, il s'était employé à apaiser les tensions. Il avait mis en garde, sans citer son nom, le leader de la contestation en Guadeloupe Élie Domota qui a appelé au boycott des états généraux de l'Outre-mer : « Quand on ne participe pas à un exercice démocratique, ça veut dire qu'on a peur de la confrontation ! » avait affirmé alors le Président.

La Guadeloupe laissée livrée à elle-même, en pleine dérive : merci au sectarisme des indépendantistes de Domota et du LKP qui sert la politique de lâchage de Sarkozy.

À son arrivée à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, le président a eu droit à un accueil folklorique organisé par la sénatrice UMP Lucette Michaux-Chevry – la mère de Marie-Luce Penchard,

la nouvelle secrétaire d'État à l'Outre-Mer.

« Je n'accepterai pas l'inacceptable », a prévenu le président, qui s'est interrogé sur l'utilisation du droit de grève comme un « instrument de propagande et de déstabilisation politique ». C'est clair, il surfe sur les pierres posées à l'édifice indépendantiste par Elie Domota et les irresponsables de son mouvement qui sont totalement englués dans l'idéologie identitaire et isolationniste, tout en s'attaquant au droit de grève effectivement utilisé en faveur de la promotion de l'indépendance de l'île. De la Martinique à la Guadeloupe, Sarkozy sait où il va, vers une France au rabais entre autonomie des départements et territoires d'outre-mer et Europe supranationale. Il veut mettre en place une autonomie qui permet de prendre ses distances tout en gardant sur les choses la main. Voilà ce qui ressemble à s'y tromper à du poste-colonialisme qui est directement encouragé par la stratégie des indépendantistes. Les témoignages ne manquent pas pour montrer la dérive que Sarkozy laisse faire et qui sépare déjà cette autre île de la France dans le prolongement du travail de sape communautariste des Domota et autres LKP, qui ont encouragé la haine de la France et des blancs, ce poison de la défiance entre gens de même condition, ainsi que les bandes organisées qui ont sévit jusque dans l'assassinat d'un dirigeant syndicaliste, en toute impunité. «Je suis gérante d'une résidence hôtelière, et je dois dire que depuis trois mois, les choses sont bien tristes, les demandes de renseignements et autres réservations se font très rares, et je comprends la peur des éventuels touristes. Depuis trois mois, rien n'a véritablement changé, sauf une montée en puissance du racisme et de la méchanceté. J'ai rencontré des situations que je n'avais jamais vues jusque-là. Les vols sans vergogne se multiplient. Les grèves continuent, même si personne n'en parle en Métropole. On marche sur la tête dans ce département. Je ne sais pas ce que recherchent les «meneurs» du LKP.

Nous sommes de plus en plus un département de non droit où le respect de l'autre n'existe plus. La Guadeloupe est mal

partie, je suis de plus en plus pessimiste, je crois de moins en moins à une sortie positive de ce département. C'est un beau gâchis, l'Ile était pourtant belle...»

**Guylain Chevrier**

historien